

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE
DU BUREAU SYNDICAL
DU 10 DECEMBRE 2021**

PRÉSENTS

M. BACHELAY		Boucle Nord de Seine
Mme BARODY-WEISS	Vice-Présidente	Grand Paris Seine Ouest
Mme BELHOMME		Vallée Sud Grand Paris
M. BLOT		Vallée Sud Grand Paris
M. BOUAMRANE	Vice-Président	Plaine Commune
M. BOULARD		Paris
M. BOUYSSOU	Vice-Président	Grand Orly Seine Bièvre
Mme BROSSEL	Vice-Présidente	Paris
M. CESARI	Président	Paris Ouest La Défense
Mme CROCHETON-BOYER	Vice-Présidente	Paris Est Marne et Bois
M. DELEPIERRE	Vice-Président	CA Versailles Grand Parc
Mme DESCHIENS		Paris Ouest La Défense
M. DUPREY	Vice-Président	Plaine Commune
Mme EL AARAJE		Paris
M. EL KOURADI	Vice-Président	Paris Terres d'Envol
M. LASCoux		Est Ensemble
M. LAUSSUCQ	Vice-Président	Paris
M. LEJEUNE		Est Ensemble
M. LETISSIER	Vice-Président	Paris
Mme LIBERT-ALBANEL		Paris Est Marne et Bois
Mme MAGNE		Paris Est Marne et Bois
M. MARSEILLE		Grand Paris Seine Ouest
Mme MENDES		Paris Terres d'Envol
M. PELAIN		Boucle Nord de Seine
Mme PRIMET		Paris
M. SANTINI	Vice-Président	Grand Paris Seine Ouest
Mme SEBAIHI	Vice-Présidente	Grand Orly Seine Bièvre
M. SIMONDON	Vice-Président	Paris

ABSENTS EXCUSÉS

Mme BAKHTI-ALOUT		Est Ensemble
Mme COULTER		Paris Ouest La Défense
M. LAMARCHE		Paris
Mme PULVAR		Paris

ABSENTS AYANT DONNÉ POUVOIR

M. CADEDDU	Paris Est Marne et Bois	a donné pouvoir à Mme MAGNE
Mme DATI	Paris	a donné pouvoir à M. LAUSSUCQ
Mme MABCHOUR	Paris Terres d'Envol	a donné pouvoir à M. LETISSIER
Mme ZOUAOUI	Boucle Nord de Seine	a donné pouvoir à M. BOUYSSOU

Le Président constate que les conditions de quorum sont réunies, ouvre la séance, remercie les délégués de leur présence physique et précise que le vote électronique sera réalisé avec QuizzBox.

Le Président rappelle aux membres du Bureau syndical que celui-ci se tiendra dorénavant avant le Comité.

1 : Adoption du compte-rendu de la séance du Bureau syndical du 22 octobre 2021

Aucune remarque n'étant formulée, le compte-rendu de la séance du 22 octobre 2021 est adopté à l'unanimité.

2 : Approbation et autorisation de signer une convention de partenariat avec la Métropole du Grand Paris

Le Président rappelle que l'objectif de cette convention est de disposer d'un support juridique pour obtenir de la Métropole du Grand Paris (MGP) un accompagnement financier dans les opérations du Syctom. Une démarche similaire ponctuelle avait été effectuée pour le centre de Saint-Ouen. Il s'agit ici de créer un cadre qui permettra un accompagnement structurel par la Métropole du Grand Paris.

Monsieur PENOUÉL explique que la Métropole du Grand Paris dispose de compétences en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement. Elle a élaboré un certain nombre de plans directeurs qui concernent le Syctom, dont le « Plan Climat, Air, Energie Métropolitain ». En outre, l'élaboration d'un schéma directeur énergétique métropolitain est en cours.

La valorisation des biodéchets est l'un des trois objectifs fixés par le Plan Climat Air Energie, car il constitue le deuxième poste d'émission de gaz à effet de serre sur le territoire métropolitain. À titre d'illustration, si le seul gaspillage alimentaire était un pays, il serait le troisième pays émetteur de gaz à effet de serre au monde après la Chine et les États-Unis.

Le Plan de relance de la Métropole du Grand Paris prévoit de valoriser les biodéchets par des partenariats avec les syndicats de traitement, dont le Syctom. Cette convention permettra ultérieurement au Syctom de mettre en place, avec la Métropole du Grand Paris, des financements dédiés à la restructuration des installations du Syctom, au développement de l'économie circulaire, aux projets liés aux biodéchets, mais également à la logistique urbaine des déchets, aux réalisations en matière d'éco-conception et aux initiatives innovantes.

Cette convention de partenariat entrera en vigueur à la date de signature pour une durée prévue jusqu'au 31 décembre 2024.

Pour ces raisons, il est proposé au Bureau syndical d'approuver le partenariat et les termes de la convention entre la Métropole du Grand Paris et le Syctom.

Le Président confirme la nécessité d'accompagnement en terme de financements, lesquels sont toujours les bienvenus pour les collectivités. Cela se traduit en particulier dans les biodéchets, la structuration de la filière de tri et la logistique urbaine.

La délibération n° B 3774 est adoptée à l'unanimité des voix, soit 31 voix pour.

EXPLOITATION

3 : Autorisation de lancer et de signer un marché pour la réception et le tri (transfert le cas échéant) des collectes d'objets encombrants - secteur Nord-Ouest

Madame BOUX indique qu'il s'agit, pour assurer la continuité de service sur la prestation de tri des objets encombrants, de lancer une consultation pour quatre ans, avec une quantité maximale de 200 000 tonnes. Le montant du marché est estimé à 21,6 millions d'euros pour toute la durée du contrat. Il s'agit d'une prestation classique pour le périmètre Nord-Ouest du Syctom.

La délibération n° B 3775 est adoptée à l'unanimité des voix, soit 32 voix pour.

4 : Approbation et autorisation de signer les avenants n° 2 aux conventions n°18 05 48, 17 07 89, 18 12 133 et 18 12 141 pour la gouvernance des déchèteries des Hauts-de-Seine

Madame BOUX rappelle que depuis la dissolution du Syelom le 1^{er} janvier 2017, le Syctom gère les déchèteries fixes et mobiles implantées sur le département des Hauts-de-Seine. Une première convention a été établie, permettant d'inscrire les modalités de financement pour la gestion de ces déchèteries. Les évolutions, tant des prix de traitement, des tonnages, que du nombre de déchèteries mobiles demandés par les Etablissements Publics Territoriaux (EPT) et mises en œuvre par le Syctom au travers de ses marchés, ont fait l'objet de nombreuses réunions entre le Syctom et les services en vue de convenir d'un avenant aux conventions.

Cet avenant permet de préciser les modalités d'intervention du Syctom ainsi que les modalités d'appels de financement auprès des EPT avec pour objectif de couvrir les dépenses réalisées par le Syctom pour la gestion de ces déchèteries.

La page n° 5 de l'avenant présente la décomposition des montants appelés auprès des EPT et qui couvrent tout juste les dépenses pour ces déchèteries.

Le Président insiste sur le fait que les EPT des Hauts-de-Seine couvrent le coût d'exploitation des déchèteries qui n'est ainsi pas à la charge du Syctom dans sa globalité.

La délibération n° B 3776 est adoptée à la majorité des voix, soit 29 voix pour et 2 abstentions.

5 : Approbation et autorisation de signer la convention d'accompagnement du Syctom pour la mise en œuvre de la collecte et le traitement des déchets alimentaires pour les EPT

Le Président précise que le Syctom effectue cet accompagnement de manière volontaire, au-delà de ses compétences, mais dans un esprit de responsabilité et d'aide à tous les EPT.

Madame BOUX indique que depuis 2017, le Syctom assure, pour les EPT qui le souhaitent, la collecte des déchets alimentaires, sur un périmètre défini par les EPT. Dans l'exercice de sa compétence, le Syctom traite ainsi l'ensemble des déchets alimentaires qui lui sont apportés, y compris lorsque l'EPT ou la Ville de Paris en assurent directement la collecte.

Ce dispositif avait été convenu dans le cadre d'une convention qui échoit en fin d'année.

L'ensemble des EPT a déclaré que l'intervention du Syctom dans le domaine de la collecte, alors qu'ils n'avaient pas le temps de rédiger de nouveaux marchés de collecte, concourrait à l'atteinte de l'objectif du 1^{er} janvier 2024, à savoir que, sur l'ensemble des territoires, une solution de tri et de valorisation soit proposée pour les déchets alimentaires.

Une nouvelle convention est donc proposée ; elle précise l'ensemble des modalités d'intervention du Syctom, la répartition des rôles et des responsabilités des EPT et du Syctom, dans les cas où la collecte des déchets alimentaires est assurée par le Syctom ou par l'EPT.

Le tarif de traitement et de collecte est précisé dans la délibération tarifaire adoptée en début d'année.

Enfin, les adhérents du Syctom qui assurent leur propre marché de collecte ou souhaitent initier la collecte des déchets alimentaires bénéficient d'un soutien financier de 30 euros la tonne.

La délibération n° B 3777 est adoptée à l'unanimité des voix, soit 30 voix pour.

MOBILISATION PUBLICS ET TERRITOIRES

6 : Approbation et autorisation de signer une convention de partenariat avec Amorce pour l'organisation de son 36^e congrès annuel

Le Président informe l'assistance que pour organiser ce congrès – qu'il souhaite être le point de départ d'un nouveau partenariat avec Amorce – il a sollicité les autres syndicats afin d'accompagner le Syctom dans l'organisation, y compris sur le plan du financement. Les réponses des syndicats seront communiquées aux membres du Comité mais rien ne s'oppose à un partenariat dans la mise en œuvre de cette convention.

Monsieur SIMONDON, représentant de la Ville de Paris, est lesreprésentants du Syctom au sein d'Amorce.

Monsieur PENOUEL rappelle qu'Amorce, créée en 1987, est une association très importante dans l'écosystème. Forte de 1 000 adhérents, elle représente plus de 60 millions d'habitants et réunit des collectivités locales ainsi que la société civile des Organisations Non Gouvernementales (ONG).

Amorce œuvre dans trois domaines : la transition énergétique, la gestion des déchets et la gestion de l'eau.

Chaque année, Amorce organise un congrès national. Pour la première fois depuis sa création, l'association souhaite qu'il se tienne en région parisienne. À cette fin, elle a sollicité le Syctom pour co-organiser son 36^e congrès, qui regroupera probablement 800 personnes. En effet, la jauge habituelle des congrès d'Amorce se situe entre 600 et 800 participants.

Il s'agirait pour le Syctom d'œuvrer aux côtés de l'association pour co-élaborer le programme, apporter son expertise, organiser et animer les trois jours de congrès (location de salle, coordination des visites thématiques en marge des réunions plénières, des ateliers et des groupes de travail, gestion d' un

stand).

Amorce organisera la logistique des invitations, de l'intendance sur place et l'organisation pratique des rencontres.

Madame MAGNE souhaite connaître l'impact financier pour le Syctom.

Monsieur PENOUEL précise que l'impact financier global maximal est estimé à 200 000 euros pour le Congrès et à 100 000 euros pour la soirée. Les autres syndicats techniques ont été sollicités pour partager ces coûts d'organisation.

Le Président ajoute qu'un tel partage se pratique traditionnellement : au moins six syndicats participeront à l'organisation et au financement.

Madame SEBAIHI espère qu'il sera possible pour le Syctom de peser fortement sur les propositions relatives au contenu du congrès. En effet, la lecture du document laisse plutôt penser que le Syctom est surtout sollicité pour le financement du lieu et la partie organisationnelle et peu pour le fond et le contenu.

Le Président indique qu'il a déjà engagé des discussions avec le Président d'Amorce, par ailleurs maire d'une commune du Var. Une rencontre devait avoir lieu, mais la venue à Paris de ce dernier a été repoussée en raison du contexte sanitaire.

Le premier échange a consisté à renouer un dialogue entre Amorce et le Syctom, mais aussi à évoquer l'option que prendrait la région parisienne. C'est un signal positif que de disposer de l'appui d'Amorce, régulièrement interrogée comme experte dans les discussions avec le Gouvernement.

Par ailleurs, lors de ce premier échange, les grandes lignes du contenu du congrès ont été évoquées, et il a été entendu que le programme serait co-construit avec le Syctom.

Le Président reviendra vers les membres du Bureau syndical à ce sujet.

La délibération n° B 3778 est adoptée la majorité des voix, soit 29 voix pour et 3 abstentions.

Monsieur BACHELAY, Président de la Commission Efficience du Tri, s'étant temporairement absenté, le Président propose de modifier l'ordre du jour en passant au point n° 8.

8 : Approbation des dossiers de demande de subventions proposés par la Commission Économie Circulaire dans le cadre du plan d'accompagnement 2021-2026

Madame MARTINET indique que le plan d'accompagnement pour le développement de la prévention et de la sensibilisation pour la période 2021-2026 a été adopté lors du Conseil syndical du 2 avril 2021.

Sept dossiers de demande de subventions ont été déposés auprès du Syctom et ont reçu un avis favorable lors de la séance de la Commission Économie Circulaire du 24 novembre 2021.

Parmi ces sept dossiers, deux dossiers concernent la sensibilisation au réemploi des textiles et du bois.

À noter, des sujets importants tels que la question de l'accompagnement à l'éducation. Outre les actions en milieu scolaire, il est à signaler le développement d'un jeu autour du tri des déchets développés par la Ville de Paris.

Un nouveau sujet émerge : le partage d'outils autour de l'activité jardin avec la création d'une ressourcerie des jardins urbains. Cette nouveauté témoigne du développement de l'économie de la fonctionnalité.

Le montant total des subventions est de 248 562,50 euros, dont 64 906 euros en investissements pour accompagner la ressourcerie.

La délibération n° B 3780 est adoptée à l'unanimité des voix, soit 30 voix pour.

7 : Approbation des dossiers de demande de subventions proposées par la Commission Efficience du tri dans le cadre du plan d'accompagnement 2021-2026

Monsieur BACHELAY indique que la Commission Efficience du tri a émis un avis favorable pour l'ensemble des dossiers de demande de subvention.

La Commission a, par ailleurs, évoqué la mise en place de la mission déchèterie, qui fera l'objet d'un retour ultérieur.

Le Président confirme qu'il s'agit là d'un point important que doit développer la Commission. Il remercie l'ensemble des membres de la Commission de leur travail et précise que le montant total des subventions accordé est de 109 714 euros pour les trois dossiers.

Monsieur BACHELAY indique que si le nombre de dossiers à étudier a été faible, un point relativement long a été fait sur la mission déchèterie qui suscite beaucoup d'intérêt.

La délibération n° B 3779 est adoptée à l'unanimité des voix, soit 30 voix pour.

9 : Approbation et autorisation de signer une convention de partenariat entre le Syctom et l'UNESCO pour la Conférence internationale « Eau, Mégapoles et Changement global »

Monsieur PENOUËL indique que l'UNESCO organise du 11 au 14 janvier 2022 la deuxième conférence « Eau, Mégapoles et changement global ». La première s'est tenue en 2015, au moment de la COP 21. Elle réunissait environ 300 personnes venant de 30 pays différents.

Les questions abordées étaient alors relatives à l'eau. À l'époque, il s'agissait d'introduire la question de l'eau comme point important de l'Accord de Paris. Depuis, la question des déchets est apparue au moins aussi importante que celle de l'eau. En effet, les sujets de déchets alimentaires ont une relation forte avec les sujets de changement climatique, dont les impacts sont fondamentaux.

La sollicitation de l'UNESCO porte sur la participation à cette conférence, avec une session dédiée à la question des déchets, permettant ainsi au Syctom de rendre visibles ses actions en faveur du climat et de poursuivre la démarche de diffusion des bonnes pratiques en direction de la formation et de

l'éducation. Au-delà de la conférence elle-même, de nombreux supports sont prévus.

La contribution du Syctom à cette conférence, qui se tiendrait dans les locaux de l'UNESCO ou en visioconférence – ce point est encore en discussion – s'élèverait à 25 000 euros.

Outre l'UNESCO, les autres contributeurs seraient ARCEAU Ile-de-France, le SIAAP et la MGP.

Le Président indique que cela participe à la reconnaissance du Syctom comme un acteur majeur afin qu'il soit écouté par l'État, le Gouvernement et les ministères ainsi que les législateurs.

Le Président estime que si le Syctom l'avait été davantage, il ne rencontrerait pas les difficultés budgétaires qu'il connaît aujourd'hui. À ce titre, il est donc essentiel qu'en toutes occasions, le Syctom se mette en situation d'être reconnu comme un expert dans son domaine.

La délibération n° B 3781 est adoptée à la majorité des voix, soit 27 voix pour, 1 voix contre et 2 abstentions.

AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET PERSONNEL

10 : Temps de travail des agents du Syctom - mise en œuvre des 1 607 heures et actualisation du règlement

Monsieur PENOUEL explique que la loi relative à la transformation de la fonction publique met fin à la dérogation sur la durée annuelle du temps de travail. Cela exige que le Syctom se conforme aux 1 607 heures annuelles, ce qui conduit, à un temps de travail équivalent, à retirer six jours Président.

Un consensus a été trouvé avec les représentants du personnel, aboutissant à un avis favorable à l'unanimité lors du Comité technique du 30 novembre 2021.

Il s'agit notamment d'augmenter la quotité hebdomadaire de travail de 30 minutes, en passant de 39 heures à 39 heures 30, ce qui génère trois jours de RTT supplémentaires et compense partiellement la suppression des six jours Président.

D'autres mesures ont par ailleurs été adoptées telles que l'assouplissement du dispositif d'heures supplémentaires ou la possibilité de monétiser jusqu'à cinq jours de CET par an.

Monsieur LETISSIER estime, au nom du Groupe Écologiste, que le fait de toujours devoir augmenter le temps de travail ne va pas dans le sens de l'histoire, en particulier quand des agents ont été habitués à une certaine durée du travail qui globalement, leur convenait.

Lorsque des tâches sont considérées comme pénibles, il existe des dispositifs juridiques permettant d'appliquer des dérogations pour ne pas avoir à s'aligner sur le temps de travail standard.

Par ailleurs, Monsieur LETISSIER souhaite savoir si le Comité technique qui a émis un avis favorable est celui qui comprend l'ensemble des syndicats. Si tel est le cas, cela signifie que les partenaires sociaux sont unanimes et par conséquent le Groupe Écologiste votera favorablement. Dans le cas contraire, il s'abstiendra.

Le Président confirme qu'il s'agit du Comité technique paritairement composé des représentants du de la collectivité et du personnel.

Ce consensus est bien entendu l'aboutissement d'un travail, dont la base a été la loi qui engendrait une perte de six jours. Un travail commun a été réalisé, porté par le Directeur général, le Directeur

Général Adjoint des Ressources et Moyens et la Direction des Ressources Humaines. À l'issue de la deuxième réunion, le vote a été favorable à l'unanimité.

Monsieur BOUYSSOU annonce qu'il s'abstiendra par prise de position politique. La mise en place de la loi sur la transformation de la fonction publique est selon lui une loi inadaptée, car elle fait peser un poids trop important sur l'ensemble de la fonction publique, particulièrement sur les fonctionnaires territoriaux.

Monsieur BOUYSSOU ne doute pas que la Direction du Syctom ait œuvré pour trouver le meilleur accord possible dans ce cadre. Il n'émettra donc pas un vote contre, mais une abstention de principe par rapport à la loi. Il respecte le vote des organisations syndicales dans les instances paritaires, mais maintient qu'il s'agit de prises de décision contraintes par une loi qu'il conviendrait d'abroger.

Madame SEBAIHI partage l'avis de Monsieur LETISSIER quant à la loi. Les structures qui représentent les agents ont voté favorablement dans la mesure où des éléments ont été retravaillés dans ce cadre.

Par ailleurs, de nouvelles mesures gouvernementales ont été annoncées, notamment sur la cinquième vague de la Covid, la mise en place du télétravail et d'autres dispositions relatives au temps de travail. Elle souhaiterait des précisions sur l'aménagement du temps de travail des agents au sein du Syctom aujourd'hui.

Monsieur PENOUEL explique que dès l'annonce du Premier ministre, il a été demandé aux agents de se rapprocher de leur direction pour organiser le travail de manière à ce qu'ils puissent pratiquer le télétravail deux à trois jours par semaine.

Le Président ajoute que le Syctom se conforme aux recommandations du Gouvernement, mais que cela passe par un échange direct entre l'agent et son directeur afin que le service ne soit pas déséquilibré et que la continuité du service public soit assurée.

Madame BROSEL souligne qu'il est de notoriété publique que les parlementaires de gauche ont voté contre cette loi à l'Assemblée nationale et au Sénat. Cependant, la loi est la loi et il convient de l'appliquer. Aussi, Madame BROSEL annonce qu'elle émettra un vote favorable, en saluant le travail réalisé par la Direction Générale. Aboutir ainsi à un accord unanime du Comité paritaire signifie qu'un réel travail de négociation a été mené.

Le Président remercie les membres de leurs observations constructives et rappelle l'intérêt de poser un regard particulier sur la façon dont les agents sont traités dans le cadre du travail.

La délibération n° B 3782 est adoptée à la majorité des voix, soit 27 voix pour, et 5 abstentions.

11 : Ralliement à la procédure de renégociation du contrat groupe assurance du CIG de la Grande Couronne

Monsieur GONZALEZ rappelle que, comme sur beaucoup de sujets, la taille du Syctom n'est pas suffisamment importante en termes de nombre d'agents pour peser sur certains contrats globaux comme la mutuelle santé ou la prévoyance. C'est également le cas pour l'assurance statutaire liée à l'absentéisme des agents. Toutefois, la loi offre la possibilité de recourir à une assurance groupe portée par le Centre Interdépartemental de Gestion, à laquelle adhère le Syctom depuis 2019.

Le contrat va être renouvelé. La délibération proposée permet au Syctom de rallier le contrat groupe

à venir.

La délibération n° B 3783 est adoptée à l'unanimité des voix, soit 31 voix pour.

12 : Autorisation de signer l'avenant de prolongation de la convention commission de réforme - comité médical avec le CIG

Monsieur GONZALEZ indique que la présente délibération relève de la même philosophie que la précédente. Elle se double d'une évolution législative : les commissions de réforme et comité médical vont devenir une instance médicale unique : le « conseil médical ».

Dans cette phase de transition et afin de poursuivre la prise en charge des honoraires des médecins par le CIG, la convention vient prolonger la précédente jusqu'au 31 décembre 2022.

La délibération n° B 3784 est adoptée à l'unanimité des voix, soit 31 voix pour.

13 : Convention relative au transfert du CET d'un agent en mobilité

Monsieur GONZALEZ explique que dans le cadre de la mutation d'un agent, la collectivité d'accueil a la possibilité de demander à la collectivité d'origine le remboursement d'une partie du compte épargne temps, valorisé ainsi financièrement en vue des obligations éventuelles auxquelles elle aura à faire face.

Dans le cas présent, le syndicat intercommunal de traitement des déchets SIMACUR demande la prise en charge de la moitié du CET de l'agent qui va le rejoindre.

La délibération n° B 3785 est adoptée à l'unanimité des voix, soit 31 voix pour.

14 : Approbation et autorisation de signer une convention de mise à disposition d'un agent auprès du Groupement d'Intérêt Public (GIP) PIX

Monsieur GONZALEZ indique que la délibération s'inscrit dans le cadre d'une mobilité d'un agent vers le GIP PIX, créé par le ministère de l'Éducation nationale afin de favoriser le développement des compétences numériques tout au long de la vie.

Dans le cas présent, l'agent concerné est présent au Syctom depuis plus de dix ans. Il a émis le souhait d'effectuer cette mobilité. Celle-ci se déroule selon une modalité quelque peu particulière dans la mesure où il s'agit d'une mise à disposition contre remboursement du salaire. Ainsi, le Syctom continuera à payer le salaire de l'agent et émettra chaque trimestre une facture à destination du GIP PIX pour obtenir le remboursement de la prestation.

Cette opération, neutre pour le Syctom, permet cette mobilité.

Le Président précise que le Syctom sera remboursé non seulement du salaire de l'agent, mais également des diverses cotisations afférentes.

La délibération n° B 3786 est adoptée à l'unanimité des voix, soit 30 voix pour.

15 : Approbation et autorisation de signer une convention de rupture conventionnelle

Monsieur GONZALEZ explique que cette modalité, ouverte par des lois récentes, concerne un agent – dont l'anonymat est préservé – qui souhaite effectuer une reconversion professionnelle. Sa demande a été discutée, prise en compte et accordée.

La délibération a été complétée par un dépôt sur table et d'un envoi ce matin même du montant de la rupture conventionnelle, à savoir 2 428,73 euros. Le calcul est complexe, car il convient en effet de reconstituer le parcours et la carrière de l'agent pour estimer le montant.

La rupture conventionnelle sera effective au 1^{er} janvier 2022.

Le Président précise que conformément à la loi, deux entretiens préalables ont eu lieu.

La délibération n° B 3787 est adoptée à l'unanimité des voix, soit 31 voix pour.

16 : Actualisation du tableau des effectifs

Monsieur GONZALEZ indique que cette délibération classique vise à prendre en compte les mouvements de personnel au Syctom, notamment en ouvrant un certain nombre de postes et en concluant éventuellement des contrats si le profil de recrutement ne permet pas de recruter des titulaires de la fonction publique.

Les six postes visés sont les suivants :

- Juriste expert Commande publique,
- Assistant de la Direction générale,
- Chargé de gestion financière,
- Chargé de sensibilisation, accompagnement des collectivités,
- Directeur valorisation, énergie et biodéchets,
- Ingénieur Valorisation énergie.

La délibération n° B 3788 est adoptée à l'unanimité des voix, soit 31 voix pour.

Le Président remercie l'ensemble des personnes ayant participé au Bureau syndical.

En l'absence de questions diverses lève la séance.